

Objet de travail conclusif : Le Moyen-Orient : conflits régionaux et tentatives de paix impliquant des acteurs internationaux (étatiques et non étatiques).

Carte Padlet : Le Moyen-Orient est le berceau des trois grandes religions monothéistes : judaïsme, christianisme et islam. C'est l'espace le mieux pourvu au monde en pétrole. Après l'effondrement de l'Empire ottoman en 1918, les puissances étrangères jouent sur les divisions régionales pour préserver leurs intérêts. Les occidentaux encouragent la création d'un État juif : Israël.

Des guerres successives entre Israël et ses voisins arabes ont lieu en 1948-1949, 1967 et 1973 (conflit israélo-arabe). Mais la puissance égyptienne abandonne le conflit en 1978. Israël doit continuer de faire face à un nationalisme palestinien de mieux en mieux organisé, autour de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) (conflit israélo-palestinien). Les accords d'Oslo (1993) tentent de résoudre ce conflit, sans succès.

Aujourd'hui l'affirmation identitaire par la religion se développe partout dans la région, autour du **chiisme** et du **sunnisme**, mais aussi de façon radicale avec le **djihadisme**. Les États-Unis maintiennent leurs intérêts dans la région par des médiations, des interventions multilatérales, ou unilatérales. La région est déstabilisée et les djihadistes en profitent pour contribuer aujourd'hui à de violents conflits asymétriques en Irak et en Syrie.

Pourquoi les conflits au Moyen-Orient, depuis la deuxième moitié du XX^e siècle, parviennent-ils si difficilement à aboutir à un processus de paix durable ?

I - Du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien

En 1947, les anglais abandonnent la Palestine sans résoudre un conflit naissant. Pour les Palestiniens, c'est une colonisation et un vol de terre, pour les juifs sionistes, c'est le retour attendu dans la Terre promise ; pour les pays arabes, c'est une invasion occidentale en terre d'Islam.

En 1948, le partage de la Palestine en deux États proposé par l'ONU est refusé par les Palestiniens et les pays arabes > **conflit israélo-arabe**

A - Le premier conflit israélo-arabe permet aux Juifs (Israël) d'étendre leur territoire.(conflit interétatique)

Confronter et analyser des documents **Activité cartes A à D**

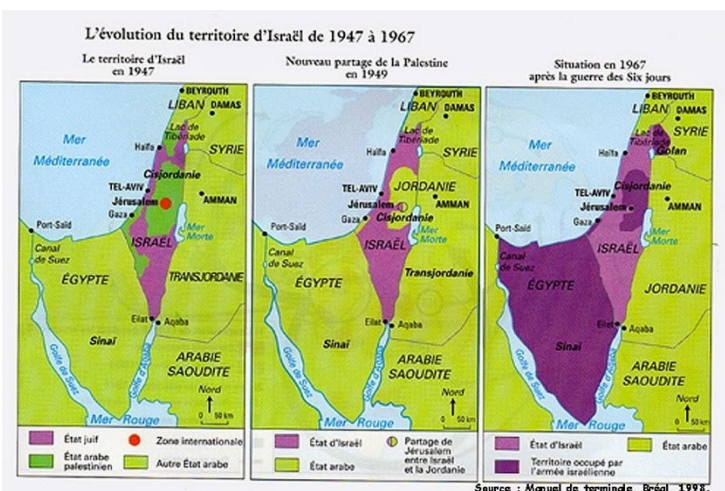
Documents distribués

Corrigé Activité 1 (cartes A-D)

1. Les frontières ont été modelées à la suite de conflits armés. En 1947, l'ONU propose un plan de partage destiné à former deux États (carte A). Ce plan est accepté par les organisations sionistes mais refusé par les Palestiniens qui se considèrent perdants. Au terme du conflit de 1948-1949, l'armistice est signé sur les lignes de front : les Arabes se retrouvent à la tête d'un territoire beaucoup plus restreint puisqu'ils perdent notamment la Galilée (carte C). Cette frontière correspond toujours aux frontières internationalement reconnues. À la suite du conflit de 1967, les Arabes perdent la totalité de leurs territoires de l'ancienne Palestine mandataire qui sont désormais sous occupation (carte D). Les conflits interétatiques ont donc débouché sur des gains territoriaux israéliens.

2. Entre 1967 et le début des années 1990, la Cisjordanie et la bande de Gaza sont sous occupation israélienne (carte D). Les accords d'Oslo (1993-1995) permettent à l'autorité palestinienne d'administrer totalement (zone A) ou partiellement (zone B) des portions de la Cisjordanie, dont les villes importantes d'Hébron, Ramallah, Naplouse et Jéricho. Les Israéliens occupent toujours les frontières de la

Cisjordanie et Jérusalem-Est. Ce sont donc des négociations diplomatiques qui ont permis le développement de l'Autorité palestinienne.



4 guerres vont opposer Israël à ses voisins arabes pendant la Guerre froide :

- 1948 : guerre liée à la création d'Israël. Organisations israéliennes vs Jordanie, Syrie, Égypte ; victoire d'Israël qui agrandit d'un tiers son territoire ; l'État arabe prévu par l'ONU ne voit pas le jour.
- 1956 : guerre provoquée par la nationalisation du canal de Suez Égypte / Israël, France, Grande Bretagne.
- 1967 : "guerre des six jours" provoquée par l'Égypte ; Israël contre Égypte, Syrie, Jordanie ; victoire éclair d'Israël ;

conséquences : les Palestiniens sont sous occupation israélienne (malgré la résolution de l'ONU), Jérusalem est annexée, le plateau du Golan et le Sinaï sont occupés.

Les Palestiniens s'organisent et se radicalisent, Yasser Arafat prend le contrôle de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP).

- Octobre 1973 : la guerre du Kippour ; attaque coordonnée des Égyptiens et Syriens (volonté de récupérer le Golan et le Sinaï) ; un conflit contre la volonté des EU et de l'URSS qui finissent par imposer un cessez-le-feu ; conséquence économique : 1er choc pétrolier.



Le diagramme illustre la situation au Proche-Orient à travers cinq boîtes de couleur et des flèches de connexion. Les boîtes sont : une orange en haut à gauche, une orange en haut à droite, une bleue au centre, une jaune en bas à gauche, et une verte en bas à droite. Les flèches indiquent des liens entre ces éléments.

Boîte orange (haut à gauche) :

- 1^{re} Intifada (1987)
- 2^e Intifada (2000)

Boîte orange (haut à droite) :

Le conflit oppose désormais des groupes d'activistes palestiniens à Israël

Boîte bleue (centre) :

Accords d'Oslo (1993)

Paix entre Israël et l'OLP, création de l'Autorité palestinienne

Boîte jaune (bas à gauche) :

Divisions
au sein de la société israélienne

- Yitzhak Rabin est assassiné en 1995 par un extrémiste sioniste

Boîte verte (bas à droite) :

Divisions
au sein du camp palestinien

- L'autorité palestinienne ouverte à des négociations avec Israël
- Le Hamas rejette tout compromis avec Israël et prend le contrôle de Gaza en 2007

Légende :

- Orange : Conflits
- Bleu : Traités de paix
- Jaune : Israël
- Vert : États arabes et Palestine

- Aux yeux des Palestiniens, les défaites des pays arabes montrent leur inefficacité à défendre leur cause, on passe du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien. L'armée israélienne doit faire face à des résistants ou des terroristes de mouvement non étatiques (OLP, Hamas, Hezbollah). En Cisjordanie et à Gaza, la confrontation entre palestiniens et armée d'occupation israélienne est constante : la 1^{ère} Intifada (« guerres des pierres

- Les accords d'Oslo (1993) entre le premier ministre israélien Rabin et le chef de l'OLP Arafat laissent entrevoir une perspective de paix : reconnaissance par l'OLP de l'existence de l'État d'Israël, mise en place d'une autorité autonome palestinienne, retrait par étape des territoires occupés par Israël. Mais l'assassinat du premier ministre israélien par un extrémiste juif en 1995 remet en cause l'accord.

II - Les deux guerres du Golfe (1991 et 2003) et leurs prolongements : d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique.

Travail préparatoire : Comparer les deux conflits (docs distribués en classe)

[...] Nous nous trouvons aujourd’hui à un moment exceptionnel et extraordinaire. La crise dans le golfe Persique, malgré sa gravité, offre une occasion rare pour s’orienter vers une période historique de coopération. De cette période difficile [...] **un nouvel ordre mondial** peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde, qu’ils soient à l’Est ou à l’Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. Une centaine de générations [a] cherché cette voie insaisissable qui mène à la paix, tandis qu’un millier de guerres [a] fait rage à travers l’histoire de l’homme. Aujourd’hui, ce nouveau monde cherche à naître. Un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les États reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles [...]

Les récents évènements ont certainement montré qu'il n'existe pas de substitut au leadership américain. Face à la tyrannie, que personne ne doute de la crédibilité et du sérieux des États-Unis. Que personne ne doute de notre détermination. Nous défendrons nos amis [...] »

[illegible]

1. Expliquez « un nouvel ordre mondial peut voir le jour »
2. Comment G. Bush justifie-t-il l'intervention américaine en Irak ? Quel ton emploie-t-il ?
3. Qu'est-ce qui permet d'affirmer à travers ces propos que les États-Unis mènent une intervention multilatérale ?

Février 2003, à la table du Conseil de sécurité, deux camps s'opposent au sujet de l'Irak : celui de la guerre contre Saddam Hussein portée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, et celui de la paix dont la France prit la tête. Le 14 février, le ministre des Affaires étrangères français, Dominique de Villepin, trace par les mots un chemin vers une solution pacifique et se fait ainsi le les opposés à cette guerre. Malgré tout, le conflit aura lieu.

4. Quelle est la position de la France à propos de l'intervention militaire en Irak en 2003, quels sont les arguments de D. De Villepin ?
5. Comment réagissent les États-Unis ?

A – La première guerre du Golfe (1990-1991) : une guerre interétatique

En 1991, les EU sont de loin la première puissance mondiale avec un **énorme potentiel militaire** : on parle même d'hyperpuissance américaine. Sous le gouvernement de Georges Bush père, les bases de la politique internationale des États-Unis sont jetées : ils ont conscience de leur puissance, sont **persuadés d'avoir le devoir d'étendre leur modèle de démocratie libérale et de maintenir la paix et le droit international dans le monde (« destinée manifeste »)** tout en **défendant les intérêts de leur pays**. Mais en 1991 ils veulent le faire dans le cadre de l'ONU et en négociant avec les autres États. **La guerre du Golfe et l'opération « tempête du désert »** seront le **symbole de cette politique**.

• **La guerre du Golfe est déclenchée le 2 août 1990 avec l'invasion du Koweït par l'Irak qui contrôle alors 20 % des réserves mondiales de pétrole.**

Saddam Hussein joue un jeu complexe et risqué. Entre 1980 et 1988, la dictature irakienne a été le champion d'États pétroliers (« pétromonarchies »), avec le soutien des démocraties occidentales, en s'opposant à la République islamique iranienne lancée par l'ayatollah Khomeiny. Mais Saddam Hussein a également des ambitions expansionnistes : il veut faire de l'Irak l'État le plus puissant de la région et cherche à obtenir des armes de destructions massives, en particulier l'arme nucléaire (Saddam Hussein a même fait tester des armes chimiques lors d'une répression contre les Kurdes en 1988). L'Irak inquiète donc les États-Unis mais aussi une partie de la Ligue des États Arabes ; de plus, en envahissant le Koweït, les troupes de Saddam Hussein arrivent aux portes de l'Arabie Saoudite, un allié des États-Unis et un important fournisseur de pétrole.

Lorsque l'émir du Koweït demande l'aide internationale, les États-Unis et une coalition d'États envoient donc des troupes d'interposition en Arabie Saoudite (opération « bouclier du désert »). Le 15 janvier 1991, le conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution autorisant une intervention armée de « casques bleus » contre l'Irak. Les sites stratégiques du pays sont bombardés le 17 janvier. Saddam Hussein réplique en incendiant les puits de pétrole koweïtiens ce qui déclenche une énorme pollution dans le Golfe. Du 24 au 27 janvier les forces de la coalition menées par les États-Unis envahissent l'Irak et arrivent aux portes de Bagdad.

• Georges Bush (père) n'a pas lancé son pays dans une opération solitaire et unilatérale de maintien de l'ordre. **Les États-Unis acceptent cependant leurs responsabilités de première puissance mondiale garante du droit international : de « gendarmes du monde »**. La politique américaine se caractérise donc par un réel pragmatisme, et respecte l'idée d'une « **sécurité collective** ».

• Le problème irakien n'est cependant pas totalement résolu : Saddam Hussein est laissé à la tête de l'Irak par peur d'une montée des instabilités et conflits provoqués par un changement de gouvernement, un embargo est maintenu sur l'Irak et une commission spéciale des Nations Unies est nommée pour la destruction des armes non conventionnelles en Irak (UNSCOM). Les tensions persistent d'autant plus que l'armée irakienne a lancé une répression contre les Kurdes et les chiites qui a poussé l'ONU à intervenir.

B – La guerre du Golfe de 2003 : d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique

En 2003, les États-Unis accusent l'Irak de Saddam Hussein d'abriter des réseaux terroristes islamistes et de vouloir développer des ADM (armes de destruction massives = armes nucléaires). L'intervention militaire se fait sans mandat de l'ONU à cause de la menace de vétos russe et français. Cette coalition est menée essentiellement par les États-Unis et le Royaume Uni. L'intervention aboutit à la chute de Saddam Hussein, à son arrestation et à son exécution. L'Irak a donc été victime de la théorie de la guerre préventive.

Les Kurdes d'Irak obtiennent l'autonomie de leur territoire : le Kurdistan irakien : **Se documenter** : **P. 172-173**

Corrigé

1. La situation des Kurdes n'est pas la même partout (il suffit ici de reprendre le contenu du tableau). En revanche, le rêve d'indépendance, telle qu'elle a pu apparaître possible lors du traité de Sèvres n'est plus la solution souhaitée par les Kurdes qui optent, dans leur grande majorité, pour un maintien au sein de l'État dans lequel ils vivent, sans remise en cause par conséquent des frontières. Le Kurdistan autonome irakien est de ce point de vue un précurseur.
2. Les Peshmergas ont joué un rôle moteur dans la lutte contre l'État islamique. C'est le cas des Kurdes irakiens (depuis leur base d'Erbil) mais aussi des Kurdes syriens qui ont participé à toutes les grandes batailles. Ce que le président D. Trump semble avoir oublié. On notera la présence de femmes, ce qui est exceptionnel au sein de troupes musulmanes.
3. Il y a d'abord une différence temporelle. Les Kurdes irakiens parviennent à imposer à un S. Hussein affaibli, avec l'aide de la communauté internationale, un Kurdistan autonome, dont l'existence sera gravée dans le marbre de la nouvelle constitution. Les Kurdes de Syrie ont espéré un temps, après 2012, suivre la même voie puisque les forces syriennes s'étaient retirées. Fin 2019, la Turquie envahit le Kurdistan syrien, mettant au terme à cet espoir. La Turquie souhaite y transférer des réfugiés syriens (qui ne sont pas kurdes) de la guerre civile.

L'enjeu géopolitique : Ce projet semble au point mort pour ne pas dire qu'il a été complètement abandonné. Les observateurs ont longtemps pensé que la situation géopolitique pouvait être favorable à la création d'un État kurde, qu'il y avait un « moment kurde ». La réalité leur donne tort en partie. Si les Kurdes d'Irak ont bien tiré leur épingle du jeu, la situation des Kurdes de Syrie s'est brusquement dégradée, celle des Kurdes de Turquie ou d'Iran n'évolue pas. Il n'y a pas un front uni kurde, chaque composante se contenterait bien, à l'instar des Irakiens, de parvenir à une autonomie dans le cadre de l'État national, sans remise en cause des frontières.

Conclusion : schéma de synthèse

Le Moyen-Orient, d'un conflit à l'autre

